

L'ÉTINCELLE

PRIX : 4 Francs

Organe de la Gauche Communiste de France

- MAI -

- N° 12 -

- 1946 -

CONTRE :

LE REFERENDUM,
LES ÉLECTIONS,
moyens de renforcement de l'Etat Capitaliste,
LES CONFÉRENCES DE PAIX
préparatives de la 3^{ème} guerre impérialiste :

Premier Mai de classe

LE PROLÉTARIAT DEVANT LA COMÉDIE ÉLECTORALE

La bourgeoisie est incapable d'assurer le minimum vital indispensable à la population travailleuse. La situation alimentaire s'aggrave. La distribution des maigres rations de viande, matières grasses, vin, se fait avec des retards. C'est là une forme camouflée de leur diminution réelle. Dans plusieurs régions les boulangeries sont fermées et la distribution du pain complètement suspendue. Les prix des marchandises qu'on trouve encore sur le marché, augmentent légalement de jour en jour, au point d'approcher les prix du marché noir. Les ouvriers ne peuvent même pas acheter leurs rations misérables.

Pour détourner l'attention des masses affamées des causes de leur misère, le capitalisme monte la scène de la comédie électorale et les amuse avec des référendums. Pour les divertir des crampes de leurs ventres affamés on leur donne des bulletins de vote à digérer. A LA PLACE DU PAIN, ON LEUR JETTE DE LA « CONSTITUTION » A RONGER.

La mise en scène du guignol électoral est parfaite. Tous les partis participent. Les rôles sont ingénieusement répartis et chacun joue le sien. On y trouve le méchant loup (« réaction ») et le gentil Chaperon Rouge (la « gauche »). Le tout s'appelle la « IV^{ème} République ».

On voudrait faire participer la classe ouvrière à cet écœurant spectacle où se démènent tous les pantins du capitalisme. On leur demande, le plus sérieusement du monde, de choisir entre la « démocratie républicaine » et la « réaction », d'émettre des « oui » ou des « non ».

Farce misérable ! En quoi le BRISEUR DE GREVE Croizat est-il moins réactionnaire que tel autre ministre de M. R. P. ? En quoi l'élection du Président de la République par telle ou telle assemblée de représentants du capitalisme, est-elle plus ou moins « réactionnaire » ?

Gouvernement provisoire, gouvernement stable, restent toujours gouvernement du capitalisme contre les ouvriers. LA IV^{ème} REPUBLICAINE, COMME LA III^{ème}, SERA TOUJOURS LA DICTATURE DU CAPITALISME CONTRE LE PROLÉTARIAT. La nouvelle constitution, n'est qu'une nouvelle chaîne, destinée à mieux ligoter les esclaves salariés.

Les ouvriers n'ont pas à participer à la fabrication de leurs propres chaînes, mais à LES BRISER ! Au renforcement de l'Etat-capitaliste les ouvriers doivent répondre par leur volonté de SA DESTRUCTION.

A la campagne électorale qui est un moment de la consolidation de l'Etat, les prolétaires doivent répondre par leur ABSTENTION ACTIVE, PAR LA DENONCIATION DE SON VRAI CARACTERE DE CLASSE, PAR LE BOYCOTAGE ET LE SABOTAGE, PAR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE, DE LEUR ACTION DIRECTE DE MASSE, CONTRE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE DE FAMINÉ ET DE GUERRE, POUR LE SOCIALISME.

Gauche communiste de France.

RESOLUTION SUR LE PARLEMENTARISME

1° Le Parlementarisme, expression de la démocratie bourgeoise, instrument de la dictature capitaliste, n'a jamais été pour la classe ouvrière un moyen de prendre le pouvoir.

Issu de la révolution bourgeoise, le parlementarisme a substitué la liberté individuelle à la féodalité. Tandis que le problème demeure un problème de classe, cette substitution a permis au capitalisme d'asseoir politiquement sa domination de classe et son système économique d'exploitation sous couvert de « liberté », d'« Egalité », de « Fraternité ».

Cette manœuvre permettait de faire croire à l'identité entre l'intérêt général et l'intérêt des capitalistes. Avec la tendance vers le capitalisme d'Etat, cette identité est démagogiquement, plus facile à faire admettre.

On comprend alors l'intérêt de la bourgeoisie dans le parlementarisme et le danger que cette forme politique représente pour l'indépendance et la lutte de la classe ouvrière.

2° Les révolutionnaires ont toujours dénoncé le parlementarisme et la démocratie bourgeoise, qui l'accompagne, comme l'attrappe-nigaud camouflant la division de la société en classes, et la lutte de classe.

Leur participation au jeu parlementaire n'a jamais été une acceptation de cette formule politique.

Ils se sont présentés aux élections et sont entrés au Parlement non pour devenir des ministres et collaborer avec l'Etat bourgeois mais pour dénoncer la démocratie bourgeoise et le Parlementarisme. Ils ont toujours été les destructeurs de la machine étatique bourgeoise en avertissant et alarmant la classe ouvrière de chaque traficage impérialiste sous couvert de démocratie.

Ils ont employé la tribune parlementaire pour propager les idées révolutionnaires en opposition aux idées et à la propagande bourgeoise. La

3° Mais cette participation des révolutionnaires au jeu parlementaire n'est pas indépendante de la situation générale et particulière du monde capitaliste.

Avant la guerre 1914-1918, alors que le capitalisme trouvait encore un débouché viable à son économie dans les colonies, alors que le prolétariat était encore à l'état d'organisation, que la II^{ème} Internationale ne pouvait avoir comme fonction que la vulgarisation et la diffusion de la pensée révolutionnaire, ainsi que le regroupement du prolétariat, le parlementarisme pouvait servir, non comme moyen de lutte de classe, mais comme tribune d'instruction et de propagation de l'idéologie de la classe ouvrière.

Face à un système bourgeois de production, se trouvant encore en plein développement progressif, la classe ouvrière pouvait reconnaître et s'organiser autour de ses représentants, dans leur campagne de dénonciation de toutes les formes d'exploitation et d'oppression de la bourgeoisie.

La révolution n'étant pas à l'ordre du jour, sa préparation programmatique, organique, active, pouvait se servir de la tribune parlementaire, car au travers du démasquage de la démagogie démocratique bourgeoise, la classe ouvrière trouvait son indépendance et son chemin.

4° La guerre de 1914-1918 clot l'ère ascendante du capitalisme ; les débouchés économiques se rétrécissant jusqu'à provoquer une autodestruction des capitalistes.

L'époque historique du capitalisme est terminée, la société se trouve à une bifurcation : une voie, celle de la Révolution, l'autre voie celle de la barbarie par la guerre mondiale à répétition.

Cette situation pose pour le prolétariat et son parti, la nécessité urgente de la Révolution.

AUJOURD'HUI : Aux urnes ! DEMAIN : Aux armes !

REFUSEZ LE REFERENDUM, BOYCOTTEZ ET SABOTTEZ LES ÉLECTIONS !

BIJAN DE CETTE GUERRE

Arrivé à un degré de gigantisme insoupçonné jusqu'alors, le capitalisme au sortir de cette guerre, se trouve dans une impossibilité de reconstruire son économie de guerre en économie de paix.

Ceci se fait sentir par une lutte acharnée des divers impérialismes dans le partage des dépouilles des pays vaincus, et surtout par la petitesse et la non-influence sur le marché mondial de ces dépouilles.

L'Allemagne, pays industriel et industrialisé à outrance, ne peut devenir un marché d'écoulement de produits manufacturés des pays vainqueurs.

Plus encore, elle ne peut cesser sa production industrielle sans porter un coup fatal à toute l'Europe vidée par l'occupation allemande et les razias de « nos Alliés ».

Le seul point acquis par cette demi-guerre, (nous pensons qu'on assiste seulement à une trêve) est la réduction du potentiel industriel allemand, l'expropriation des industries allemandes par les Alliés.

Le dernier point est surtout important, car il contient un indice de nouvelle conflagration mondiale, car la question reste posée et non résolue : où va s'écouler la production allemande dans un monde de surproduction ?

Et cet écoulement de marchandises « made in Germany » ne peut se faire sans gêner la production alliée et sans la concurrencer dangereusement. La défaite allemande ne résoud pas le problème des marchés d'écoulement pour le capitalisme, voilà pourquoi nous parlons d'une demi-guerre.

Les marchés anglo-américains et les marchés russes étaient les vrais enjeux de la conflagration mondiale de 1939. Le but n'ayant pas été atteint la guerre devra rebondir.

LES MARCHÉS MONDIAUX DÉCOULENT DE LA PRODUCTION

Cette guerre si elle n'a pas atteint le but que se proposait le capitalisme, en a sûrement amorcé les premières étapes.

Du côté anglo-américain, on assiste à un resserrement économique entre les Dominions et la Grande-Bretagne. Le continent américain, sauf l'Argentine, s'agglomère autour des U. S. A.

Sous prétexte de sécurité militaire et de sauvegarde territoriale des aérodromes anglo-américain préudent à des accords économiques dans tout le Moyen-Orient pétrolier et l'Afrique coloniale française.

En Extrême-Orient les conseillers de Tchang Kai-Chek, sont pour la plupart des représentants des grandes banques Yankees. Le Japon resté pos-

session intégrale de l'Amérique. Et partout les prospecteurs anglo-américains font des missions de reconnaissance pour l'appropriation de nouveaux marchés.

Du côté russe, la guerre a amené un élargissement de ses zones d'influences économiques. Tous les pays Baltes, l'Europe centrale, la Finlande, une partie de l'Iran, l'arrière pays chinois, la Mandchourie, la Corée, s'agglomèrent autour de Moscou.

La position géographique de ces pays, leur industrie complémentaire de l'industrie russe, les obligent à l'intégrer au bloc soviétique.

Restent dans le monde, les zones d'influence partagées et les points stratégiques militaires. Pour les premiers, personne n'en parle, cependant que les diplomates secrets des divers impérialismes font surgir de temps en temps des incidents ou des accords, comme en Turquie, en Iran, au Liban et aux Indes (possession anglaise, théâtre des compétitions américaines et russes).

Pour les deuxièmes, les points stratégiques militaires, l'O. N. U. s'en charge ouvertement sous couvert de « liberté des peuples » à déterminer leur forme de gouvernement et forme politique. Et les cas de la Grèce, de la Bulgarie, de la Yougoslavie, Trieste, l'Espagne, l'Indonésie (importante aussi par ses ressources pétrolières) et demain le Pôle Nord passent sur le tapis vert du Conseil de Sécurité.

Chaque impérialisme se reproche mutuellement des exactions au principe démocratique, et quand l'intention est trop visible on invoque le besoin de sécurité contre une prochaine et probable « agression allemande ou japonaise ».

Il est à remarquer qu'à chaque incident de l'O. N. U. la presse découvre des organisations nazies ou du Dragon Noir devant couvrir au redressement des pays vaincus.

« Il n'y a pas d'Etat, même le plus démocratique, qui n'ait dans sa constitution quelque fissure ou restriction fournissant à la bourgeoisie le moyen de lancer la troupe contre les ouvriers, de décréter l'état de siège, etc... en cas de perturbation de l'ordre » — entendez : à la moindre tentative de la classe exploitée pour secouer son esclavage et obtenir une situation humaine. »

(Lénine « La Rév. Proletarienne », page 27.)

réformes, quand à l'ordre du jour se pose la destruction de l'Etat bourgeois.

Dès ce moment le parlementarisme ne peut même plus servir de tribune de propagande.

Toute acceptation du jeu parlementaire, même pour le dénoncer, donne à l'Etat bourgeois une possibilité de survie, car le débat se porte autour de l'Etat capitaliste et non contre.

Le problème stratégique pour la classe ouvrière, n'est pas l'abstention aux élections, le désintéressement aux affaires parlementaires, mais le refus de se servir de cet instrument, la volonté de le saboter pour détruire avec lui toute la machine étatique qui se cache derrière.

Au travers de cette politique de refus d'admettre l'Etat bourgeois la classe ouvrière écarte les possibilités démagogiques des soi-disant réformes de structure telles les nationalisations, et oblige ainsi l'Etat bourgeois à se poser à découvert comme défenseur des intérêts capitalistes.

La participation du parti révolutionnaire aux élections devient un crime ; sur la classe ouvrière, conduisant au pire opportunisme.

DANS LA PERIODE PRESENTE OU LA REVOLUTION SE POSE REFUSEZ SABOTER LES ELEC-

Ces organisations existent peut-être, mais c'est dans les services secrets des différents impérialismes vainqueurs qu'il faut les rechercher.

Qu'advient-il de la France et des autres pays ruinés par la guerre mais « vainqueurs » ?

A tout point stratégique avancé, il faut un arrière-pays industriellement préparé à remplir l'office de garage de réparation du matériel de guerre. La France par sa position géographique et la ruine de son économie appartient au bloc anglo-américain.

LA CONSTRUCTION D'UNE INDUSTRIE DE REPARATION PLUS OU MOINS DEVELOPEE SERA CONDITIONNNEE PAR L'ORIENTATION IMPERIALISTE DE SA POLITIQUE.

L'industrie complémentaire de l'Allemagne pendant l'occupation, la France deviendra une industrie de réparation du matériel anglo-américain pour le futur front d'opération européen.

Les référendums et les élections détermineront le pourcentage de cette unique forme d'industrie dans son développement, sans que « les gerbes de blé » symbolique, d'où qu'elles viennent cessent leur rôle démagogique et de propagande.

TRIPARTISME

OU LE JEU DE LA BALANCE

rant de trouver ce que la France pouvait avoir d'utile pour le monde, se sont jetés sur le domaine des « idées », marchandises qui malheureusement ne rapportent pas. Voilà ce que des années de gloire capitaliste ont fait de la France. Il ne pouvait en être autrement.

Le tripartisme n'exprime plus une nécessité venant de l'extérieur vers l'intérieur, mais le contraire. Il s'agit de donner à la classe ouvrière française une impression de stabilité du régime capitaliste « réformé » par une majorité décausée et contradictoire, d'étouffer toute contradiction en réglant les différents dans des palabres à huis clos.

La crise du régime qui s'exprime en Europe et surtout en France, subit du fait de cette manœuvre « d'unité nationale » et de « républicanisme » un replâtrage bien fragile.

Ce replâtre tiendra malgré les dissensions des trois grands partis, pour éviter ce que le journal de « l'ordre » l'Humanité, appelle l'anarchie et le chaos, et que nous avons le courage d'appeler LA GUERRE CIVILE PROLETARIAT CONTRE BOURGEOISIE.

Le M. R. P. et le P. C. F. tendant à obliquer la politique française, le premier vers le bloc anglo-saxon, l'autre vers l'U. R. S. S., sont des partis patriotiques français.

L'Internationale Jaune de Moscou au travers de sa politique marquée et à volteface brusque, ne peut plus maintenir la cohésion des partis sous son influence dans les divers pays.

Un précédent qui se répétera s'est produit sur le point de l'internationalisation de la Ruhr. L'U. R. S. S. voudrait collaborer effectivement à l'internationalisation de la Ruhr, mais craignant une éviction évidente, elle préfère jouer la carte de l'unité nationale allemande. Le P. C. F. dans sa voie patriotique, a été amené par le jeu de cette politique, à la position contraire à l'U. R. S. S. Il ira plus loin, jusqu'à devenir pour l'Internationale Jaune de Moscou, ce que la S. F. I. O. à la bureaucratisation.

Le parti dirigeant, parce que par son canal la France peut recevoir plus de subsides de l'Amérique, banquier du monde, pour sa fonction d'industrie de réparation, est la S. F. I. O.

Sa composition organique ressemble fort à celle du parti radical d'avant-guerre. En fait il le remplace dans sa fonction de médiateur et de modérateur tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Le tripartisme vivra pour le plus grand bien d'un capitalisme français et des partis qui le composent. La course à la mendicité se double d'une course à la bureaucratisation.

(Suite page 2.)

Le Congrès de la C.G.T.

a voté sa transformation

en « corporation fasciste »

Le Congrès de la C. G. T. vient encore une fois prouver aux naïfs et honnêtes travailleurs, ce que la bureaucratie syndicale entend faire d'eux. Par la voix de M. Frachon, nous avons entendu des mots qui ressemblaient fort à ceux des patrons en lutte contre les ouvriers. Au nom de l'Etat, pour la reconstruction de l'appareil industriel de guerre, le secrétaire général a réclamé une compression du pouvoir d'achat des masses — déjà si petit — en vue de l'exportation pour avoir des devises, pour acheter du matériel industriel de guerre. Quand il traite d'hillériens ceux qui continuent la lutte revendicative à l'usine, quand il traite de saboteurs ceux qui s'opposent à l'inféodation des syndicats à l'Etat, quand il pousse à l'abandon de la véritable nature des luttes économiques du prolétariat, pour transformer le syndicat en une corporation du plus pur style fasciste, on peut être certain QUE LA GUERRE S'APPROCHE.

La minorité a beau se démentir pour réclamer le retour à l'indépendance et aux luttes syndicales, le Congrès avec sa majorité de « robots » a voté l'encasement des ouvriers à l'Etat bourgeois.

(Suite de la première page)

CONSTITUANTE ET CONSTITUTION

La formule d'une Constituante ne s'occupant que des questions constitutionnelles, ne pouvait à l'épreuve et...

En fait par souci de propagande, chacun des trois grands partis a tenté de transformer la tribune constitutionnelle en tribune de surenchère démocratique et électorale.

Malgré la responsabilité collective du gouvernement et des partis qui le compose, la Constituante a permis à chaque parti de refuser la responsabilité des erreurs de gouvernement où il se trouve.

Cette jonglerie n'est permise que parce que l'irresponsabilité devient la seule règle possible pour les trois grands partis de maintenir leur influence et de préparer telle la République de Weimar, le fascisme.

Cette Constituante, piège à rat pour le prolétariat s'est occupée de tout et de rien, a ouvert des débats impestivement sur les questions financières, coloniales, militaires, mais les a aussitôt clos dès qu'un indice de crise se faisait remarquer au grand jour.

Quant à la Constitution, elle est l'œuvre de copistes et les amendements se font en vue des avantages politiques que les partis qui les proposent peuvent en tirer.

Il est vrai que nos constituants ne peuvent aller dans la voie de la révolution, ni trop loin dans la voie des réformes.

Le capitalisme en France donne de la tête. La Constitution cherche à éliminer tout ce qui dans celle de 1789 pouvait permettre au prolétariat de se faire entendre.

La presse, le mode d'élection, la déclaration des Droits — où il n'est énoncé que des droits rétrogrades — tout contribue à écarter les dangers d'expression ouvrière.

Enseignement de l'expérience russe

Ce qui, au lendemain de la Révolution d'Octobre 17 en Russie, donnait le caractère prolétarien à l'Etat, ce n'était évidemment pas la structure économique du pays...

La révolution prolétarienne ne peut être comparée dans son processus à la révolution bourgeoise. Si le capitalisme a pu conquérir les leviers de commande économiques de la société féodale, avant le pouvoir politique, le prolétariat par la forme de l'exploitation bourgeoise, ne peut conquérir les forces économiques qu'après la conquête du pouvoir politique.

De plus, la forme de production capitaliste, bien qu'elle ait son berceau dans les limites nationales ne peut demeurer enclose dans ces limites, et a besoin comme nous le prouvent les guerres, de posséder le monde comme marché, et l'on ne peut parler de capitalisme dans un seul pays.

L'aide extérieure ne peut venir que de pays faisant leur révolution, ce qui entraîne un affaiblissement du capitalisme. Ou sinon cette aide venue d'un monde extérieur bourgeois, nous ne pouvons voir là qu'une possibilité pour le capitalisme de se réintroduire dans une place forte d'où il avait été chassé.

mesures nécessaires en cas où cette liberté deviendrait un moyen de trouble. Le travail a été bien fait.

Même le Congrès de la C. G. T. s'est occupé de la Constitution. Elle a réclamé le droit — celui-là non restrictif — pour sa bureaucratie de participer au pouvoir en vue d'empêcher tout mouvement ouvrier.

LA CONSTITUTION QU'ON NOUS PREPARE NE PEUT ETRE QUE LE REFLET D'UN CAPITALISME AUX ABOIS QUI TEND A MAINTENIR SA DOMINATION EN SUPPRIMANT TOUTES LIBERTES ET SURTOUT CELLES AU TRAVERS DESQUELLES LE PROLETARIAT POUVAIT S'EXPRIMER.

Pologne, disait que la bourgeoisie comptait réduire la révolution soit par cette guerre, soit par des accords économiques.

Donc, parler de construction socialiste après la révolution, ceci implique avant tout un élargissement de la révolution dans les secteurs les plus importants. C'est un problème politique avant d'être un problème économique.

Seule la prise de pouvoir par le prolétariat des secteurs industriels puissants lui donne la possibilité de maintenir son pouvoir politique, qui seul conditionnera la construction de la société socialiste.

En Russie donc, après Octobre 17, se pose à l'ordre du jour un premier point : l'extension de la révolution prolétarienne. Toute la nature de la production collectivisée de l'U.R.S.S. était dépendante de la révolution allemande et, par là, de la révolution européenne.

Le parti de classe, auquel le prolétariat révolutionnaire avait délégué ses pouvoirs pour diriger la société, ne pouvait en aucun cas continuer à assumer la direction de l'Etat, après les échecs révolutionnaires, sans fausser la conscience de classe et sombrer d'abord dans l'opportunisme et ensuite dans la trahison.

En conclusion, le raffermissement de l'Etat prolétarien en Russie était fonction d'une Internationale puissante et victorieuse.

Le socialisme dans un seul pays substitue frauduleusement une production étatique à une production collectivisée. Cet Etat perdant de plus en plus sa caractéristique prolétarienne jusqu'à sa transformation en Etat capitaliste du fait de la dégénérescence de l'Internationale et de sa disparition ne devient plus une arme au service de la classe ouvrière du monde, mais au contraire, démagogiquement, se sert du prolétariat international pour renforcer sa position politique et économique sur la scène mondiale, en tant qu'Etat capitaliste.

Les formes juridiques de production peuvent très bien exprimer un contenu qui semble à la lettre en contradiction avec ses formes. La propriété privée peut disparaître du Code sans pour cela impliquer le socialisme.

Si la disparition juridique de la propriété privée était le critère fondamental pour un Etat prolétarien, toute politique réglementant et contrôlant la libre disposition de la propriété privée dans la production serait progressive dans le sens socialiste.

En Russie il n'est pas interdit de posséder des biens, villas, terres ou comptes en banque, de vivre de l'exploitation de la force de travail d'autrui. Or, les emprunts qui donnent un intérêt, et nous les avons vus se multiplier ces dernières années, peuvent très bien représenter un bénéfice extirpé aux ouvriers, et tourner habilement la loi sur l'exploitation de la force de travail.

L'étatisation des moyens de production ressemble fort, du point de vue structure, aux nationalisations de l'Allemagne nazie et de la Tchécoslovaquie démocratique.

N'importe quel ouvrier croit pourtant qu'il existe une différence. Cette différence ne réside pas dans la forme de production mais dans le mobile de production.

CE MOBILE ETANT CARACTERISE PAR LA CLASSE AU POUVOIR, NOUS AURONS EN SOCIETE CAPITALISTE LES NATIONALISATIONS, EN DICTATURE DU PROLETARIAT LES COLLECTIVISATIONS.

Cette dictature du prolétariat ne pourra continuer à exister dans un pays sans se généraliser dans les secteurs importants de l'économie mondiale, pour enlever au capitalisme les armes de sa réintroduction dans la citadelle révolutionnaire.

EN RUSSIE IL NE PEUT EXISTER DE SOCIALISME : parce que d'une part la dictature politique du prolétariat a cessé de jouer effectivement, et parce que d'autre part dans les autres secteurs du monde le capitalisme n'a pu être éliminé du pouvoir politique et dépossédé économiquement et a pu, de ce fait, se réintroduire pleinement en Russie au travers des accords économiques.

Le parti dit « communiste » qui abrite la cohabitation d'une forme juridique socialiste avec un fond politique économique capitaliste — la politique coloniale de l'U. R. S. S. actuellement est bien significative — ne peut exprimer que la défense des intérêts du fond politique et économique bourgeois.

L'ETAT RUSSE NE PEUT PAS ETRE PROLETARIEN.

Est-ce un Etat prolétarien dégénéré, comme le pensait L. Trotsky ? Pour cela il faudrait prouver alors, que le parti dit « communiste » au pouvoir en Russie est un parti révolutionnaire dégénéré et non un parti définitivement passé à la contre-révolution.

lution, ou sinon on ne comprendrait pas la défense des intérêts des « restes de la Révolution d'Octobre » par une clique réactionnaire au service de la bourgeoisie.

Le parti dit « communiste » est passé dans le camp de la bourgeoisie en Russie comme dans les autres pays capitalistes, par son inféodation à l'Etat capitaliste et à sa forme de production.

Les braves trotskistes ne se hâsardent pas à poser le problème de l'U. R. S. S. sur le terrain politique, ils préfèrent chicaner à loisir sur les restes juridiques qui attestent qu'en octobre 17 il y eut une révolution prolétarienne, pensant par là extrapoler jusqu'à nous présenter actuellement l'U. R. S. S. comme une révolution désoignée mais vivante.

Pour eux : « la nécessité de tendre toutes les forces de production au profit de l'industrie de guerre », donc au profit du capitalisme animateur et bénéficiaire de la guerre, la réalité tangible d'un appareil étatique contre-révolutionnaire, ne pèsent pas lourd devant la pseudo inexistence de la propriété privée des moyens de production, bien que cette production soit exploitée par et pour la clique réactionnaire étatique.

Un dernier point reste à résoudre. Devant les défaites révolutionnaires ayant isolé l'U. R. S. S., que devait faire ce pays ?

Nous pensons que la question est mal posée, car demande-t-on à un organisme ce qu'il peut faire quand ses conditions d'existence cessent. Nous sommes restés dans l'Internationale tant qu'elle pouvait être régénérée et il est certain qu'au moment où l'on pose la question, l'organisme est déjà mort, et la pourriture s'est installée à la place de l'Internationale. Pourriture pareille à la religion, elle ne se voit qu'à la longue.

La question historique qui se pose est plutôt : à quelles erreurs politiques sont dues les défaites du prolétariat international et par là l'isolement de l'U. R. S. S. ?

Une fois ces erreurs connues, on peut y remédier pour empêcher l'organisme de classe de mourir et reprendre ainsi le cours vers la révolution mondiale. La fraction de gauche, dès 1925, avait décelé les erreurs. Les conséquences politiques qui en résultaient, pouvaient seules remettre sur pied l'Internationale mourante.

Le stalinisme avec sa politique d'exclusion de l'opposition, et le massacre des révolutionnaires, a réussi la manœuvre inverse se soldant par la mort de l'Internationale, le Nazisme et la Guerre Impériale.

SAMAR

Honnêteté et mauvaise foi politique

Réponse à Lucain

« Dans la question des discussions au sein de la gauche italienne, la fraction française prend position sur la base de la Déclaration Politique issue de la conférence italienne de mai 1944, condamnant le courant de Vercesi comme courant révisionniste et appelle avec le groupe de la F. I. en France, la G. C. I. à se délimiter et à rompre avec ce courant. »

Résolution de la Conférence constitutive de la Fraction française de janvier 1945, votée à l'unanimité, Y COMPRIS la tendance Fr. et Al. en présence des délégués de la Fraction italienne.

Nous nous sommes toujours élevés contre tout opportunisme se cachant derrière une phraséologie révolutionnaire, nous avons combattu avec acharnement toute diplomatie secrète dans les discussions de l'avant-garde nous nous sommes refusés de répondre par des épithètes à des arguments politiques mais surtout nous n'avons jamais cru que les balourdises de certains courants de l'avant-garde cachaient une mauvaise foi ignoble.

Et pourtant il faut reconnaître que pour ce dernier point la fraction belge de la G. C. I. dans un article signé « Lucain » paru dans l'Internationale du 15 mars (article « la formation du parti est-elle prématurée ») nous a donné une leçon.

Pour commencer, l'article se prend à un groupe de dissidents qui dans leur « bulletin intérieur » n° 10 parlent déjà de l'opportunisme naissant dans le parti P. C. I. Le groupe de dissidents est nous, le bulletin intérieur s'appelle l'Étincelle. Pourquoi nous appellent-ils dissidents ? Parce que nous nous sommes opposés au traficage politique de Vercesi, représentant la G. C. I. dans le Comité de coalition antifasciste de Bruxelles, sans qu'aucune acceptation ou mandat ne lui ait été donné par la G. C. I.

nouvelle fraction française de la G. C. I. qui n'est qu'un amalgame de plusieurs tendances contradictoires.

Cette fraction couramment appelée la « clique de Vercesi » pousse la mauvaise foi jusqu'à prendre le titre de notre journal et de notre revue théorique œuvrant en ceci pour une confusion dans les rangs de l'avant-garde. Notre minorité dont toutes les perspectives et tactiques avaient été contredites par les événements (reconstruction et stabilisation capitaliste, reprise des luttes syndicales, la fraction doit se maintenir en cercle d'étude, jusqu'à ce que le prolétariat devienne révolutionnaire) a rompu avec nous sous le prétexte que nous, la majorité, nous nous écartions de nos principes.

Ils sont rentrés dans cet amalgame politique « mode Vercesi » en abandonnant la déclaration de principe de formation d'un noyau français de la G. C. I.

Le camarade Lucain nous appelle dissidents parce qu'il croit, sans rien savoir comme il (nous) l'écrit que le patrimoine de la famille, c'est « la clique de Vercesi » qui l'hérite.

Et le camarade Lucain nous parle de la nécessité d'un travail théorique en profondeur, pour la formation de cadres ! Qui est le véritable Lucain ? Pourquoi parlons-nous dans notre Étincelle, n° 10 d'opportunisme naissant dans le P. C. I. d'Italie.

A la conférence de ce parti on classe sans discussion ce qu'on veut appeler « l'incident de Bruxelles » ou le rnégat Vercesi poursuivant sa politique de rejet du marxisme, créa une fumuse théorie de « l'économie de guerre », où il est écrit dans ces points essentiels : 1° que la production capitaliste en guerre s'échange non contre une marchandise de même valeur, mais uniquement par la destruction de maisons, d'usines et de soldats.

2° que le prolétariat n'existe plus socialement, non seulement en tant que classe indépendante politique mais aussi en tant que classe exploitée socialement.

3° Que toute expression de l'avant-garde en temps de guerre est une expression de la bourgeoisie — conduisant par là toute action révolutionnaire à la trahison.

un acte de la plus haute révolutionnarité (Pour la vérification de ces points lire De la III^e à la IV^e Internationale), de Vercesi et le journal l'Italia di Domani, paru à Bruxelles en 1944-1945. Nous comptons publier des extraits pour obliger le rnégat Vercesi à répondre une bonne fois.) Voilà de l'ignorance et de l'opportunisme à profusion.

Que répond Lucain à ces quatre points essentiels ?

« Sur quoi est basée cette appréciation ? Uniquement sur le fait de la présence du camarade Vercesi (rapporteur à la conférence de la thèse contre la politique fasciste et antifasciste, membre du C. C., chargé des relations internationales Comme garantie d'honnêteté politique on ne trouve pas mieux.)

Sur quoi est basée l'appréciation de ces camarades sur Vercesi ? Sur des sottises, sur des fantaisies tellement outrancières qu'elles ne devraient même pas trouver de place ici »

Alors il fallait dire que les articles de Vercesi sur l'économie de guerre, que le journal Italia di Domani sont des sottises et des fantaisies outrancières que la F. B. G. C. a parainées. Nous avons donc raison de réclamer la discussion franche et ouverte. Est-ce cela que Lucain propose ? « Peut-être un jour les démouillons-nous ». Les événements se sont chargés de les démoullir avant vous camarade Lucain. Il ne manque plus que votre auto-critique et le rejet du rnégat Vercesi de la G. C. I.

Mais que Lucain se calme. Par simple ironie des faits réels et objectifs il semblait que les sottises et les fantaisies se rapportaient à la politique contre-révolutionnaire de Vercesi.

Non : ces épithètes qui remplacent les arguments aux quatre points énoncés et combattus par nous nous sont destinées.

Ou bien Lucain tend vers l'incohérence démente ou bien il est de mauvaise foi.

Poursuivons : Lucain définit notre position par le postulat suivant : « Il y a en Italie une situation révolutionnaire ».

Pour Lucain la lutte de classe s'est réveillée il y a quelques mois en Italie, justifiant la formation du parti « qui est un organisme qui dirige la lutte de classe ». (Voir Internationale)

Cette imprécision théorique ne fait que cacher l'absolution que la F.B.C. entend donner a priori à toutes les improvisations et erreurs du P. C. I. Et voilà un chemin qui conduit en droite ligne au Stalinisme.

Que le camarade Bordiga considère que la perspective est vers une nouvelle guerre avant l'éclosion de mouvements révolutionnaires — position que nous partageons — cette position claire et nette se tient et se comprend. Tandis que la position de Lucain ressemble fort à celle de Zinoviev en 1924. En 1943 la crise de la bourgeoisie italienne fait sauter l'édifice fasciste, voit jaillir les forces ouvrières qui dès le début, malgré la grande confusion de la conscience de la lutte SE POSENT SUR UNE POSITION CONTRE LA GUERRE.

Cette expression du prolétariat italien, pour les Vercesi et Lucain n'exprime pas le premier pas vers une crise révolutionnaire c'est-à-dire l'ouverture d'un cours révolutionnaire.

Le prolétariat n'avait pas encore été embrigadé dans les partis trafetés P. S. et staliniens.

La rupture de la guerre impériale avait été si brusque qu'elle a surpris tout le monde, la bourgeoisie et l'avant-garde surtout. Dès septembre 1943 nous « disions qu'il fallait être en Italie, que la F. I. G. C. devait se trouver dans le prolétariat italien pour empêcher que l'explosion contre la guerre impériale, du prolétariat, ne soit détournée vers les maquis et les mouvements de libération nationale.

Nous n'avons pas été écoutés. La situation en Italie a régressé, s'est enlisée dans le marais stalinien et nationaliste, donne encore lieu à des soubresauts de lutte de classe mais finira par se transformer en une situation allant vers une nouvelle guerre impériale.

Lucain voit dans les soubresauts de la période présente un prélude à la crise révolutionnaire au lieu d'en voir une fin.

LISEZ « L'INTERNATIONALISME » ORGANE THEORIQUE ET DE DISCUSSION DE LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE.

Le N° 10 fr. Adressez les commandes à l'Étincelle.

SOUSCRIPTION POUR « L'ÉTINCILLE »

Ce qui ne l'empêche pas de dire innocemment : « Si une guerre éclate le nom de parti est prématuré ». Ce n'est pas le nom de « parti » qui est prématuré, c'est au contraire votre perspective incohérente qui vous fait prendre une fin pitoyable pour un prélude glorieux.

Notre appréciation de la situation en Italie n'est pas un postulat puisque l'Histoire nous a donné les matériaux pour la démontrer (un postulat est un principe que l'on demande d'admettre sans démonstration).

Ce qui est un postulat c'est quand la F. B. G. C. déclare sans le démontrer, notre appréciation fautive.

Voilà la méthode d'analyse de la F. B. G. C., le désir d'approfondissement théorique, d'un groupe qui prétend faire partie de l'avant-garde. La faillite théorique des trotskistes a fait des ravages dans la gauche communiste. Le groupe Fr. très justement surnommé « la clique de Vercesi » en est un vivant exemple ; formé dans des circonstances et sous un parrainage politiquement marécageux, sa meilleure tactique est le silence, de sorte qu'il n'y a pas besoin de se justifier de nos attaques et de nos critiques.

Quant à la F. B. G. C., nos attaques irons en augmentant tant qu'elle n'aura pas le courage de rejeter l'influence néfaste du rnégat Vercesi, et accepter LA DISCUSSION POLITIQUE LOYALE, PUBLIQUE ET HONNETE pour en fait et non en parole faire un travail théorique en profondeur et former de véritables cadres capables.

Et maintenant que le P. C. I. d'Italie sorte de sa réserve et de son isolement idéologique pour participer efficacement à la discussion internationale de l'avant-garde avant de songer à créer facticement un Bureau International de la G. C. I.

SADI.

La publication ainsi que la diffusion de l'Étincelle et de l'Internationale coûtent très cher. Nous ne pouvons continuer à faire le service gratuit. Nos camarades et lecteurs qui désirent continuer à recevoir nos publications sont priés de nous faire parvenir au plus vite le montant de leur abonnement.